



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis acceptent formellement l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche
2. Les États-Unis et l'Union européenne poursuivent les négociations sur un accord sur l'acier et l'aluminium durables et un accord ciblé sur les minéraux critiques
3. À Washington, la Directrice générale de l'OMC appelle à éviter la fragmentation du monde en sphères économiques concurrentes
4. Les États-Unis imposent de nouvelles sanctions contre la Russie

Climat – énergie – environnement

5. De nouvelles annonces concernant l'industrie manufacturière et les infrastructures alimentent la tournée « *Investing in America* » du président Biden

Transport et infrastructure

6. L'administration fédérale annonce un resserrement substantiel des normes d'émissions des véhicules neufs à partir de 2027

Industrie

7. Les gouvernements locaux augmentent leurs subventions à l'industrie des semiconducteurs

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. La proposition de l'EPA d'accélérer l'électrification du parc automobile déclenche de fortes critiques de la filière éthanol et des producteurs de maïs
9. L'USDA met en garde l'industrie de la viande et de la volaille contre l'emploi illégal des enfants

Numérique et innovation

10. L'administration américaine lance une consultation sur les modalités de certification de la fiabilité des systèmes d'intelligence artificielle

Santé

11. L'ancien CEO d'Outcome Health est reconnu coupable de fraude
12. Les industriels de la santé se mobilisent contre une décision judiciaire texane visant à remettre en cause le processus d'approbation de médicaments au niveau fédéral

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis acceptent formellement l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche

Au cours d'une cérémonie en présence de la Directrice générale de l'OMC, N. Okonjo-Iweala, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a [signé](#) le 11 avril l'acte d'acceptation par les États-Unis de l'accord multilatéral sur les subventions à la pêche conclu lors de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC en juin 2022. Les États-Unis sont ainsi le quatrième pays – après les Seychelles, Singapour et la Suisse – à avoir formellement accepté cet accord. Obtenu après plus de dix ans de négociations à Genève, cet accord interdit le soutien à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), à la pêche de stocks surexploités et à la pêche en haute mer non réglementée. L'accord entrera en vigueur lorsque deux tiers des membres de l'OMC l'auront accepté.

K. Tai a indiqué que les négociations se poursuivaient à l'OMC pour étendre cet accord à d'autres activités contribuant aux surcapacités et à la surpêche. En outre, elle a rappelé que les États-Unis avaient déposé à Genève, en mai 2021, une proposition appelant à des mesures ambitieuses de lutte contre l'utilisation du travail forcé sur les navires de pêche.

La Directrice générale de l'OMC, N. Okonjo-Iweala, a [décrit](#) cette acceptation formelle par les États-Unis comme « une démonstration de l'engagement durable des États-Unis envers l'OMC et le multilatéralisme ».

La signature américaine a été saluée par les sénateurs et représentants démocrates au Congrès, le Président de la Commission des finances du Sénat, R. Wyden (Oregon), [qualifiant](#) notamment l'accord d'« importante première étape dans la lutte contre les subventions néfastes qui épuisent les stocks de poissons et affaiblissent les pêcheurs qui travaillent dur dans le nord-ouest des États-Unis et dans tout le pays ».

2. Les États-Unis et l'Union européenne poursuivent les négociations sur un accord sur l'acier et l'aluminium durables et un accord ciblé sur les minéraux critiques

La Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a [rencontré](#) le 13 avril V. Dombrovskis, Vice-Président exécutif de la Commission européenne. Selon des échanges avec la presse à l'issue de leur entretien, K. Tai et V. Dombrovskis ont [discuté](#) des négociations en cours entre les États-Unis et l'Union européenne pour un accord ciblé sur les minéraux critiques. Cet accord devrait, selon la déclaration conjointe de J. Biden et U. von der Leyen le 10 mars dernier [voir [Flash Accents du 17 mars 2023](#)], « permettre aux minéraux critiques pertinents extraits ou traités dans l'Union européenne d'être pris en compte dans les exigences relatives aux véhicules

propres » de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). K. Tai et V. Dombrovskis ont également discuté de l'avancée des négociations entre l'UE et les États-Unis pour un accord mondial sur l'acier et l'aluminium durables (GSA), dont la conclusion est visée d'ici octobre 2023. Lors d'une [intervention](#) à l'*American Enterprise Institute* (AEI) le 12 avril, V. Dombrovskis a souligné que l'UE souhaitait que cet accord permette de (i) résoudre de façon permanente le différend existant entre Bruxelles et Washington [les importations européennes de ces produits étant soumises depuis 2018 à des droits de douane additionnels imposés par l'administration Trump, remplacés temporairement depuis janvier 2022 par des contingents tarifaires]; (ii) assurer la compatibilité des politiques climatiques américaine et européenne et (iii) respecter les règles de l'OMC. Le Vice-Président exécutif a également appelé à ce que les travaux du Conseil commerce et technologie (CCT) entre l'UE et les États-Unis parviennent à des résultats plus conséquents en matière de politique commerciale, dans la perspective du prochain sommet du CCT qui se tiendra en mai en Suède, à la création d'un « marché transatlantique vert », et rappelé que la Commission présenterait cette année une stratégie de sécurité économique, comme annoncé par la Présidente de la Commission européenne lors de son discours le 30 mars à l'Institut Mercator.

3. À Washington, la Directrice générale de l'OMC appelle à éviter la fragmentation du monde en sphères économiques concurrentes

En marge des assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui se tiennent du 10 au 16 avril à Washington, la Directrice générale de l'OMC N. Okonjo-Iweala est intervenue, le 12 avril, à l'*American University* puis devant la [Washington International Trade Association](#) (WITA).

N. Okonjo-Iweala a souligné les risques posés par la fragmentation économique du monde. Notant que, selon une étude récente de l'OMC, le « découplage » de l'économie mondiale entraînerait une baisse du PIB mondial de 5%, elle a appelé les gouvernements à concentrer leurs efforts sur la « remondialisation », en se fondant sur les objectifs communs tels que la lutte contre le changement climatique, plutôt qu'en soutenant la relocalisation des chaînes de valeur. Elle s'est également montrée inquiète des estimations récentes de l'OMC selon lesquelles la croissance des échanges mondiaux de biens ralentirait en 2023 pour n'atteindre que 1,7%, contre 2,6% en moyenne ces douze dernières années.

4. Les États-Unis imposent de nouvelles sanctions contre la Russie

Le Département du Trésor a [sanctionné](#) le 12 avril 25 individus et 29 entités dans 20 juridictions, dans le cadre d'une action visant le réseau de l'oligarque russe A. Usmanov, déjà sanctionné par les États-Unis depuis le 3 mars 2022. Le Département d'État a également [annoncé](#) le 12 avril l'imposition de sanctions contre des individus et entités liés à l'entreprise d'État russe Rosatom, opérant dans le secteur de la défense russe ou contribuant à des activités visant à faciliter le contournement des sanctions contre la Russie. Le Département du Commerce a également ajouté 28 entités à l'*Entity List*, soumettant l'exportation de biens vers ces entités à l'autorisation préalable des autorités américaines. Le 12 avril, la Secrétaire au Commerce américaine G. Raimondo s'est également [entretenu](#) avec le Premier ministre ukrainien D. Shmyhal. À cette occasion, elle a réitéré le soutien américain à l'Ukraine face à l'agression russe et discuté des projets de reconstruction du pays, ainsi que de la mise en œuvre des mesures de contrôle des exportations vers la Russie.

Brèves

- Le Département du Commerce américain a [tenu](#) le 14 avril une réunion du conseil consultatif sur les opportunités économiques en Afrique. Il s'agit de la première réunion de ce type depuis 2020. Les nominations des 24 personnalités chargées de conseiller l'exécutif sur cette question avaient été annoncées en juillet 2022.
- Le ministre indonésien des affaires maritimes et de l'investissement a [indiqué](#) le 10 avril que son pays souhaitait proposer aux États-Unis de négocier un accord ciblé sur les minéraux critiques du même type que celui conclu entre Washington et Tokyo le 28 mars dernier.
- Les droits de douanes additionnels de 200% [imposés](#) par les États-Unis le 24 février sur les importations de tout produit contenant de l'aluminium primaire originaire de Russie sont entrés en application le 10 avril. Les droits additionnels de 200% sur les importations d'aluminium originaire de Russie étaient entrés en application le 10 mars dernier.

Climat - Énergie - Environnement

5. De nouvelles annonces concernant l'industrie manufacturière et les infrastructures alimentent la tournée « Investing in America » du président Biden

Depuis le 28 mars, l'administration Biden fait le tour des États fédérés américains pour mettre en avant son programme « Investing in America », destiné à relancer l'industrie, rénover les infrastructures et rétablir les chaînes d'approvisionnement américaines. L'ensemble s'appuie notamment sur l'*Inflation Reduction Act* (IRA) et la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL).

Dans ce cadre, plusieurs annonces ont été [faites](#), notamment :

- Dans le Minnesota, l'entreprise Cummins fabriquera pour la première fois des électrolyseurs aux États-Unis. Cummins a également annoncé un investissement supplémentaire d'1 Md\$ pour la construction de moteurs à faibles ou zéro émission dans ses usines de l'Indiana, de New York et de Caroline du Nord ;
- En Géorgie, la vice-présidente Harris a annoncé une expansion majeure des opérations de fabrication de Qcells pour assembler 2,5 M de panneaux solaires sur son site de Dalton ;
- Toujours en Géorgie, Kia a annoncé qu'elle assemblerait son nouveau SUV électrique, EV9, dans son usine à West Point ;

- Au Nouveau-Mexique, le Secrétaire aux transports Pete Buttigieg a souligné que la BIL prévoit l'affectation de 2,6 Md\$ à 217 projets d'infrastructure, notamment dans les domaines des transports, de l'Internet à haut débit et de l'eau ;
- En Californie, l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) a déclaré qu'elle enverra plus de 390 M\$ pour améliorer ses infrastructures d'eau potable ;
- L'Université de Dakota du Nord et l'Université de Virginie recevront chacune 8 M\$ de subventions du Département de l'Énergie pour extraire des terres rares du charbon et des déchets miniers en vue d'une application industrielle ;
- Enfin, Group14 Technologies a annoncé le début de la construction de la plus grande usine du monde pour la production de matériaux de batterie en silicium avancés pour les véhicules électriques à Moses Lake, dans l'État de Washington. Un programme du Département de l'Énergie avait abouti à des subventions de 100 M\$ pour Group14 et Sila Nanotechnologies, une entreprise également spécialisée dans les matériaux pour batteries.

Brèves

- La Vice-Présidente Kamala Harris a [rencontré](#) le 11 avril le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki. À cette occasion, ils ont discuté de l'importance d'un engagement commun en faveur de leur coopération étroite et croissante. La Vice-présidente a salué le rôle moteur joué par la Pologne dans la réduction de la dépendance de l'Europe à l'égard de l'énergie russe et l'a félicité d'avoir choisi un partenaire technologique américain pour développer son programme nucléaire civil.
- Le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan a [salué](#) l'accord de 27 Md\$ conclu entre le gouvernement irakien et la société française TotalEnergies pour un projet visant à permettre la récupération et l'utilisation du gaz brûlé à la torche dans le sud de l'Irak.
- Le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan s'est [entretenu](#) avec le prince héritier et Premier ministre d'Arabie Saoudite Mohammed bin Salman Al Saud le 11 avril. J. Sullivan et le prince héritier Salman se sont engagés à rester en contact régulier et à accélérer les contacts entre les équipes de sécurité nationale saoudienne et américaine sur des questions telles que le Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux (PGII) et la coopération en matière d'énergie propre.
- Le 6 avril, lors de la réunion des hauts fonctionnaires des Amis du Mékong à Vientiane, au Laos, les États-Unis, le Japon, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam ont [publié](#) le [plan d'action](#) du Partenariat énergétique Japon-États-Unis-Mékong (JUMPP), un document qui présente les projets et activités de coopération technique prioritaires pour aider les pays du Mékong à atteindre leurs objectifs en matière de déploiement d'énergies propres, de commerce transfrontalier de l'électricité et de développement des marchés nationaux et régionaux de l'électricité.
- Cette semaine, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et le ministère indonésien de l'environnement et des forêts (MOEF) ont [signé](#) un protocole d'accord visant à renforcer la coopération bilatérale en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Le [protocole d'accord](#) établit un cadre de collaboration sur une série de questions environnementales, telles que le changement climatique, la gestion de la qualité de l'air et de l'eau, la gestion des déchets, l'éducation à l'environnement et l'application du droit de l'environnement.

Transport et infrastructure

6. L'administration fédérale annonce un resserrement substantiel des normes d'émissions des véhicules neufs à partir de 2027

Le 12 avril, l'administration Biden a [annoncé](#) deux nouvelles propositions de réglementations fédérales consistant à accélérer le durcissement des normes d'émissions maximales de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques applicables pour l'une aux véhicules légers et intermédiaires (*light and medium-duty vehicles*), pour l'autre aux véhicules lourds (*heavy-duty trucks*). Cette annonce s'inscrit dans un processus d'actualisation régulière des trajectoires pluriannuelles d'émissions des véhicules fabriqués aux États-Unis, conduit par l'Agence de protection de l'environnement américaine (US EPA). L'agence fédérale indique que cette baisse des plafonds d'émission réglementaires doit permettre « d'améliorer la santé publique, de lutter contre le changement climatique, et contribuer également à réduire les coûts pour les familles et créer des emplois bien payés ». Présentées par l'administration comme « technologiquement neutres », les nouvelles normes

imposeraient aux constructeurs automobiles une réduction significative de la moyenne des émissions correspondant à leurs volumes commercialisés chaque année entre 2027 et 2032. Selon les modélisations fournies par l'EPA, ces réglementations devraient se traduire, en pratique, par une forte progression des ventes de motorisations électriques. Celles-ci pourraient ainsi représenter, en 2032, selon les hypothèses les plus ambitieuses mises en avant par l'EPA, jusqu'à 67 % des véhicules légers neufs (*light-duty*), 46 % des véhicules intermédiaires neufs (*medium-duty*), 35 % des poids-lourds de courte-distance et 25 % des poids-lourds de longue-distance. Ces résultats surpasseraient ainsi les objectifs fixés jusqu'à présent par le président Biden d'atteindre une part de véhicules à zéro émission de 50 % des ventes de véhicules légers en 2030, 100 % des ventes de véhicules intermédiaires et lourds en 2040, avec, pour cette dernière catégorie de véhicules, un objectif intermédiaire de 30 % en 2030.

La Maison-Blanche indique que ces évolutions réglementaires s'accompagneraient, par ailleurs, d'une économie de 12 000 \$ pour le consommateur moyen sur la durée de vie de son véhicule, ainsi que d'une

réduction d'émissions de 10 MtCO₂ sur la période d'ici 2055 et d'une réduction de l'ordre de 12 Md\$ des besoins d'importation de pétrole pour le pays.

Industrie

7. Les gouvernements locaux augmentent leurs subventions à l'industrie des semiconducteurs

Dans un contexte de mise en concurrence entre États pour l'obtention des subventions fédérales du CHIPS & Science Act, certains gouvernements locaux s'activent pour créer de nouveaux dispositifs d'accompagnement ou faire valoir leurs politiques déjà existantes en faveur de l'industrie microélectronique.

Le premier tour d'appel à candidatures pour la construction d'infrastructures de production (NOFO1) dans le cadre du CHIPS & Science Act, qui permettra aux entreprises candidates d'obtenir des fonds pour relocaliser la production de puces sur le sol américain, s'est ouvert le 28 février. Dans ce cadre, les candidatures retenues auront pour condition de bénéficier de subventions locales afin de débloquer le versement de subventions fédérales.

Dans ce contexte, la chambre des représentants de l'Oregon a adopté un projet de loi bipartisan qui prévoit l'allocation de 210 M\$ aux entreprises,

collectivités locales et universités publiques de l'État, dans le but de soutenir les projets microélectroniques. Par ailleurs, le Sénat de l'Oregon envisage une nouvelle loi proposant des crédits d'impôts aux industries des semiconducteurs et de la recherche avancée.

En parallèle, le gouvernement californien a organisé cette semaine une réunion d'information afin de présenter les démarches de subventions industrielles préalablement mises en place dans l'État. Le *Business Investment Services* a par exemple rappelé l'existence du *California Competes Tax Credit* (CCTC), ouvert à toutes industries confondues, ou de ses politiques d'appui à la formation de la main d'œuvre comme l'*Employment Training Panel* (ETP) qui rembourse les frais de formation des employés. L'équipe californienne a par ailleurs lourdement encouragé les entreprises de semiconducteurs à solliciter le gouvernement local dans leur processus de candidatures aux subventions du CHIPS & Science Act, en partageant par exemple leur *Letter of Intent*, première étape du processus de candidature pour NOFO1.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. La proposition de l'EPA d'accélérer l'électrification du parc automobile déclenche de fortes critiques de la filière éthanol et des producteurs de maïs

L'agence pour la protection de l'environnement (EPA) a proposé le 12 avril de [nouvelles règles](#) qui exigeraient que les deux tiers des nouvelles voitures et camionnettes vendues d'ici à 2032 soient électriques (*cf. supra*).

Cette nouvelle proposition de normes fédérales en matière d'émissions des véhicules est fortement critiquée par les associations professionnelles qui représentent l'industrie de l'éthanol et les producteurs de maïs. En effet, ces groupes considèrent que les paramètres techniques retenus dans cette proposition ne permettent pas de prendre en compte la contribution positive des biocarburants dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'industrie des biocarburants estime qu'en matière de décarbonisation du secteur des transports, toutes les technologies prometteuses pour réduire les émissions doivent être étudiées et envisagées et pas seulement

l'électrification. D'ailleurs, selon eux, l'option éthanol permettrait d'améliorer plus rapidement le bilan carbone des véhicules et à un coût moindre pour les consommateurs.

Ils considèrent également que cette proposition de l'EPA vient contredire les engagements du Président Biden qui avait assuré la filière éthanol de son soutien lors d'une visite l'année dernière dans l'Iowa en annonçant l'autorisation de la vente de l'E-15 toute l'année et en déclarant qu'il était impossible d'atteindre l'objectif de zéro carbone en 2050 sans biocarburants.

Les producteurs de maïs sont également particulièrement inquiets de cette perspective d'accélération de l'électrification du parc automobile aux États-Unis car plus d'un tiers de leur production est destiné à la production d'éthanol.

9. L'USDA met en garde l'industrie de la viande et de la volaille contre l'emploi illégal des enfants

Le 12 avril, le ministre Tom Vilsack a adressé [une lettre](#) aux entreprises de transformation de la viande et de la volaille pour les rappeler à leurs [obligations](#) en termes de respect du droit du travail appliqué aux enfants.

Ces mises en garde appuient la démarche du ministère du travail (DOL) après qu'une de ses [enquêtes](#) a révélé que Packers Sanitation Services Inc. LTD (PSSI) avait enfreint la loi. Cette entreprise basée à Kieler dans le Wisconsin est l'un des plus grands prestataires de services d'hygiène alimentaire du pays. Elle a été sanctionnée à hauteur de 1,5 M\$, soit une amende de 15 138 \$ pour chacun des 102 mineurs employés illégalement. Ce montant est la sanction civile maximale autorisée par la loi fédérale.

PSSI a employé des enfants âgés de 13 à 17 ans et les a fait travailler de nuit dans 13 usines de transformation de la viande situées dans huit États américains. Parmi les tâches qui leur incombaient, les enfants manipulaient des produits chimiques et nettoyaient des équipements dangereux, notamment des scies à dos, des scies à poitrine et des fendeurs de tête.

En outre, les enquêteurs ont appris qu'au moins trois mineurs avaient été blessés en travaillant pour PSSI.

La loi américaine fixe l'âge minimum légal à 14 ans pour pouvoir travailler et proscribit résolument les activités impliquant les machines motorisées de transformation de la viande de même que le travail de nuit pour tout employé de moins de 18 ans.

Dans un contexte où le DOL a constaté ces cinq dernières années une augmentation de 69 % du nombre d'enfants employés illégalement par des entreprises, M. Vilsack a exhorté « tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire » à faire preuve de vigilance. Il les a invités à déployer davantage de moyens pour détecter l'emploi illégal d'enfants.

Brèves

- Le conflit social qui oppose la section locale de l'[International Longshore and Warehouse Union](#) (ILWU) et la [Pacific Maritime Association](#) (PMA) depuis le mois de juillet a connu son paroxysme le 7 avril avec la fermeture des ports de Los Angeles et Long Beach, qui à eux seuls assurent 40 % du trafic commercial maritime. Ces perturbations persistantes pénalisent les exportations agricoles. Les producteurs sont ainsi contraints de réorienter leurs expéditions vers les ports de la côte Est et d'en assumer les surcoûts.
- Présidée par Joe Biden et son épouse Jill, la traditionnelle course aux œufs de Pâques de la Maison Blanche a rassemblé plus de 32 000 visiteurs lundi dernier. Le président Biden n'a pas manqué de remercier l'[American Egg Board](#) (AEB) ainsi que les producteurs d'œufs pour avoir fourni les quelques 30 000 œufs qui, une fois durs et peints, ont été distribués aux enfants qui les ont roulés sur la pelouse avec des cuillères.

Numérique et innovation

10. L'administration américaine lance une consultation sur les modalités de certification de la fiabilité des systèmes d'intelligence artificielle

La National Telecommunications and Information Administration (NTIA) a lancé une [consultation publique](#) visant à recueillir les commentaires en vue du développement de mesures visant à attester de la « fiabilité » des systèmes d'intelligence artificielle (« *trustworthy AI* »), c'est-à-dire de leur conformité à la loi, de leur fonctionnement éthique et « sûr ».

L'administration dit viser la mise en œuvre d'un écosystème permettant d'évaluer et d'attester de la

fiabilité des systèmes d'IA comme des audits financiers et comptables permettent de fournir des informations fiables sur des entreprises. La consultation vise à ce titre à recueillir l'avis du public sur (i) le type de données qui devront être mises à disposition d'auditeurs par les développeurs de systèmes d'IA, (ii) les incitations pouvant être déployées par les pouvoirs publics pour soutenir les systèmes visant à certifier la fiabilité des systèmes d'IA (« *credible assurance of AI systems* ») ou encore (iii) les adaptations à prévoir pour la certification de systèmes d'IA à usage spécifique (i.e. emploi ou santé).

La NTIA recueillera l'avis du public jusqu'au 12 juin 2023.

Santé

11. L'ancien CEO d'Outcome Health est reconnu coupable de fraude

Rishi Shah, fondateur d'Outcome Health, dont la valorisation avait atteint 5,5 Md\$, a été reconnu coupable de fraude postale, de fraude électronique, de fraude bancaire et de blanchiment d'argent. Outcome Health a été fondée en 2007, devenant par la suite la startup technologique la plus valorisée de Chicago depuis Groupon. Son activité consistait à installer des écrans tactiles d'information et de consentement sur les patients dans les cabinets médicaux et les salles d'attente, qui devaient être financés par la publicité. Goldman Sachs, CapitalG d'Alphabet, Valor Equity Partners et Pritzker Group VC figuraient parmi les investisseurs de l'entreprise.

Pour mémoire les déboires de l'entreprise avaient commencé en 2017, avec la publication d'un article du Wall Street Journal révélant qu'Outcome aurait « trompé les sociétés pharmaceutiques en leur facturant des placements publicitaires sur plus d'écrans vidéo que la startup n'en avait d'installés ». Un mois plus tard, un groupe d'investisseurs d'Outcome a intenté un procès pour fraude. En novembre 2019, des poursuites pénales ont été engagées : en plus de mentir sur le nombre d'appareils installés, il s'est avéré que les indications portant sur le nombre de patients enregistrées avaient été artificiellement gonflées – dans le but de tromper les annonceurs et d'obtenir de nouveaux investissements. L'ancien président d'Outcome Health, Shradha Agarwal, et l'ancien directeur financier et directeur de l'exploitation, Brad Purdy, ont également été reconnus coupables par le jury fédéral. Chaque accusé risque des dizaines d'années d'emprisonnement, la sentence devant être prononcée ultérieurement.

12. Les industriels de la santé se mobilisent contre une décision judiciaire texane visant à remettre en cause le processus d'approbation de médicaments au niveau fédéral

Les entreprises pharmaceutiques et biotechnologiques contestent la décision d'un tribunal fédéral de première instance, basé au Texas (US district court for the northern district of Texas – amarillo division) visant à rejeter l'autorisation de mise sur le marché accordée par la Food and Drug Administration (FDA) pour une pilule abortive (mifépristone), estimant que la décision crée un dangereux précédent qui risque de compromettre le processus d'approbation des médicaments au niveau fédéral.

Dans une lettre signée par 250 entreprises parmi lesquelles figurent Biogen, Pfizer, Vertex Pharmaceuticals et BMS ainsi que le plus grand syndicat du secteur (BIO), les organisations indiquent que « *si les tribunaux peuvent annuler les approbations de médicaments sans tenir compte de la science ou des preuves [...], tout médicament risque de connaître le même sort que la mifépristone* ». L'industrie affirme que la situation d'incertitude induite par cette décision risque de désinciter les efforts de R&D pour le développement de nouveaux traitements.

« *Le fait qu'un tribunal invalide l'approbation d'un médicament qui a été examiné et approuvé il y a plus de vingt ans est sans précédent* », a ainsi déclaré Rachel King, présidente-directrice générale par intérim de BIO, dans un communiqué. « *Comme l'ont fait remarquer les juristes, les tribunaux n'ont pas l'expertise médicale nécessaire pour prendre ce type de décisions scientifiques* ».

L'administration Biden devrait faire appel de cette décision devant la Cour d'appel du 5^e circuit dans l'espoir d'obtenir l'annulation totale de cette décision du tribunal fédéral.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

S'Inscrire